

g) bekwaam geacht worden door een examencommissie, samengesteld door het Instituut. De Minister is in deze commissie vertegenwoordigd;

h) een geneeskundig onderzoek ondergaan;

i) zes volledige jaren in het onderwijs of in de vorming van de middenstand gevolgd hebben.

De personen die coördinatietoelagen genieten op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, moeten niet voldoen aan de onder f, g en h van dit artikel bedoelde voorwaarden.

Art. 45. De coördinator moet een jaarlijks verslag over zijn activiteiten opstellen, dat hij aan de Minister en aan de organen van de permanente vorming bezorgt, samen met een programma van de activiteiten voor het volgend jaar.

Art. 46. Is onverenigbaar met de functie van coördinator, de hoedanigheid van personeelslid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van instellingen onder voogdij van de Minister, alsmede de hoedanigheid van leersecretaris of bediende van een leersecretaris.

HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

Art. 47. Een door de Minister goedgekeurd reglement bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor dit besluit.

Art. 48. Het ministerieel besluit van 23 oktober 1981 betreffende de leergangen van basisopleiding wordt opgeheven.

Art. 49. De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 50. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 22 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 92 — 1103

[S-C — 29188]

24 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Evaluation de fin d'apprentissage

Article 1er. L'évaluation de fin d'apprentissage est organisée par les centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés « les Centres ».

Elle s'adresse :

1° aux apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage, ou formés en vertu d'un engagement d'apprentissage agréé par l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé « l'Institut ». L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle prend fin le contrat d'apprentissage ou l'engagement d'apprentissage;

2° aux auditeurs des cours d'apprentissage qui ne remplissent pas l'une des conditions prévues au 1°, mais qui suivent une formation pratique équivalente à celle du contrat d'apprentissage. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine. Les intéressés doivent avoir suivi régulièrement les cours et ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées;

3° aux ajournés qui en font la demande écrite aux Centres avant le 31 janvier de l'année d'examen.

Art. 2. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme élaboré par l'Institut.

Elle porte sur :

- les connaissances générales, à raison de 30 % du total des points;
- les connaissances professionnelles, à raison de 30 % du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

Pour les professions pour lesquelles est agréé un programme intégré de formation, l'évaluation porte sur :

- les connaissances intégrées, à raison de 60 % du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Pour les connaissances générales, les connaissances professionnelles théoriques et les connaissances intégrées, l'évaluation comprend deux volets auxquels sont respectivement attribués 50 % du total des points : une évaluation journalière, d'une part, et un examen final dit examen A pour les connaissances générales, examen B pour les connaissances professionnelles théoriques et examen I pour les connaissances intégrées, d'autre part.

Pour les aptitudes professionnelles pratiques, l'évaluation comporte uniquement un examen final dit examen C.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1^{er} et 2.

Art. 3. § 1^{er}. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I. La première session se termine au plus tard le 30 juin et doit être prévue au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 30 septembre.

§ 2. Les examens C ne font l'objet que d'une session par an. Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre. La date limite est portée au 31 décembre pour les professions ayant un caractère saisonnier telles qu'elles sont déterminées par l'Institut.

Art. 4. § 1^{er}. Le Centre inscrit aux examens A et B, ou aux examens I :

- les auditeurs qui suivent régulièrement la dernière année de cours;
- les auditeurs qui sont en dernière année de formation et qu'il a dispensé de tout ou partie des cours;
- les ajournés visés à l'article 1^{er}, 3^o.

§ 2. Le Centre inscrit aux examens C :

- les candidats qui sont inscrits aux examens A et B ou aux examens I;
- les candidats qui sont en dernière année de formation et qui ont réussi, lors d'une session antérieure, les examens A et B ou les examens I;
- les ajournés visés à l'article 1^{er}, 3^o.

§ 3. L'Institut veille à l'inscription aux examens des candidats pour lesquels des cours n'ont pu être organisés.

Art. 5. § 1^{er}. La Commission d'Examen se compose :

1^o pour les examens A, B et I : des professeurs des candidats; toutefois, pour les examens B portant sur une profession dans laquelle aucun cours spécifique n'a été organisé, la Commission se compose des membres désignés pour les examens C, prévus ci-après;

2^o pour les examens C :

- soit d'un professeur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de professeur au Centre organisateur de l'examen;
- soit de deux professionnels si aucun cours spécifique n'a été organisé dans la profession faisant l'objet de l'examen.

Pour certaines professions qu'il détermine, le règlement visé à l'article 43 peut fixer un nombre plus élevé de membres de la Commission d'Examen.

§ 2. Le Centre propose les membres des Commissions des Examens C à l'Institut. Celui-ci, après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'Examen.

Art. 6. La Commission d'Examen élabore le contenu des examens A, B et I en tenant compte des avis de coordination émis par l'Institut.

Elle procède à l'évaluation.

Art. 7. Le Centre soumet à l'Institut le plan d'organisation pour tous les examens C, et les examens B pour lesquels les cours n'ont pas été organisés, comprenant notamment les noms des membres de la Commission d'Examen, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Un mois au plus tard avant le début des épreuves, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques. Le Centre apporte les corrections éventuelles et les fait connaître à l'Institut avant le début des épreuves. L'Institut arrête le plan définitif de celles-ci.

Art. 8. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves ainsi qu'à l'application conforme du plan d'organisation.

Il tient les questionnaires des examens A, B et I à la disposition de l'Institut quinze jours au moins avant la date des examens.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuve non consommables doivent être tenus à la disposition de l'Institut jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'examen.

Art. 9. Le Centre est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Les irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 10. § 1^{er}. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

- 1^o en connaissances générales et en connaissances professionnelles ou en connaissances intégrées, la moitié des points;
- 2^o en formation pratique, 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 40 % dans chacune des activités professionnelles lorsque celles-ci sont multiples, conformément à la liste des professions reprises dans le règlement.

Dans certaines professions, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

§ 2. Le Centre communique le résultat de l'évaluation aux représentants légaux des candidats ainsi qu'à l'Institut et au secrétaire d'apprentissage; ce dernier transmet sans délai le résultat au chef d'entreprise.

§ 3. Les candidats qui n'ont pas satisfait à l'évaluation peuvent s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B ou I dans lesquels ils n'ont pas obtenu le minimum des points requis.

La Commission d'Examen élabore le contenu des examens de la seconde session.

§ 4. Les candidats qui ont satisfait à l'évaluation obtiennent un certificat délivré au nom de l'Exécutif par le Centre.

§ 5. Des certificats partiels peuvent être délivrés par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations prévues à l'article 2, § 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Evaluation de fin de formation de chef d'entreprise*

Art. 11. L'évaluation de fin de formation de chef d'entreprise est organisée par les Centres.

Elle s'adresse :

- 1° aux candidats qui ont suivi régulièrement les cours de la formation de chef d'entreprise; ils ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées;
- 2° sous réserve de l'accord du Centre, aux candidats qui n'ont pas suivi tout ou partie des cours pour des raisons de formation antérieure ou de force majeure;
- 3° aux ajournés à l'épreuve C qui en ont fait la demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'examen.

Art. 12. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation élaboré par l'Institut.

Elle porte sur :

- les connaissances de gestion, à raison de 30 % du total des points;
- les connaissances professionnelles, à raison de 30 % du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques, à raison de 40 % du total des points.

Pour les professions pour lesquelles est élaboré un programme intégré de formation, l'évaluation porte sur :

- les connaissances intégrées, à raison de 60 % du total des points;
- les aptitudes professionnelles pratiques à raison de 40 % du total des points.

§ 2. Pour les connaissances de gestion, les connaissances professionnelles théoriques et les connaissances intégrées, l'évaluation comprend deux volets : une évaluation en cours d'année et un examen final dit examen A pour les connaissances de gestion, examen B pour les connaissances professionnelles théoriques et examen I pour les connaissances intégrées. La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut; celui-ci peut, pour certaines branches, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation en cours d'année.

Pour les aptitudes professionnelles pratiques, l'évaluation comporte uniquement un examen final dit examen C.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française précité, l'Institut peut déroger aux dispositions des § 1^{er} et 2.

Art. 13. § 1er. Deux sessions sont organisées pour les examens A, B et I.

La première session se termine au plus tard le 15 juillet et doit être prévue au calendrier-horaire. La seconde session se tient entre le 15 août et le 30 septembre.

§ 2. Les examens C ne font l'objet que d'une session par an.

Cette session se tient entre le 15 mai et le 30 septembre. La date limite est portée au 31 décembre pour les professions ayant un caractère saisonnier, telles qu'elles sont déterminées dans le règlement.

Art. 14. Le Centre inscrit d'office aux examens A, B ou I tous les auditeurs qui suivent régulièrement la dernière année de cours ainsi que les candidats visés à l'article 11, 2°.

Le Centre inscrit aux examens C les candidats visés à l'alinéa précédent.

Le Centre inscrit également aux examens C les candidats visés à l'article 11, 3°.

Le Centre ne peut inscrire aux examens C que les candidats qui justifient, en outre, d'une expérience pratique suffisante conformément aux normes fixées par le règlement; en tout état de cause, justifient d'une expérience pratique suffisante les candidats qui effectuent en entreprise un stage dont les modalités sont fixées par l'Exécutif.

Art. 15. § 1er. La Commission d'Examen se compose :

- 1° pour les examens A, B et I : des professeurs des candidats;
- 2° pour les examens C : d'un professeur et d'un professionnel qui n'a pas la qualité de professeur au Centre organisateur de l'examen.

Pour certaines professions qu'il détermine, le règlement peut fixer un nombre plus élevé de membres de la Commission d'Examen.

§ 2. Le Centre propose les membres des Commissions des Examens C à l'Institut. Celui-ci, après consultation éventuelle des groupements professionnels et interprofessionnels, complète et arrête la liste définitive des membres et la transmet au Centre qui constitue ses Commissions d'Examen.

Art. 16. La Commission d'Examen élabore le contenu des examens A, B, I et C en tenant compte des avis de coordination émis par l'Institut.

Elle procède à l'évaluation.

Art. 17. Le Centre soumet à l'Institut un plan d'organisation pour tous les examens C comprenant notamment les noms des membres de la Commission d'Examen, les dates, heures et lieu de l'examen et le nombre de candidats.

Un mois plus tard avant le début des épreuves, l'Institut notifie au Centre son accord ou ses remarques.

Le Centre apporte des corrections éventuelles et les fait connaître à l'Institut avant le début des épreuves. L'Institut arrête le plan définitif de celles-ci.

Art. 18. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves ainsi qu'à l'application conforme du plan d'organisation.

Il tient les questionnaires des examens A, B et I à la disposition de l'Institut quinze jours au moins avant la date des examens.

Les copies et les travaux des candidats ainsi que les pièces d'épreuve non consommables doivent être tenus à la disposition de l'Institut jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de l'examen.

Art. 19. Le Centre est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Les irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 20. § 1er. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir :

- 1° en connaissances de gestion et en connaissances professionnelles, ou en connaissances intégrées, la moitié des points;
- 2° en formation pratique, 60 % des points pour l'ensemble de l'évaluation et 50 % dans chacune des activités professionnelles lorsque celles-ci sont multiples, conformément à la liste des professions reprises dans le règlement.

Dans certaines professions, l'Institut peut modifier les seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

§ 2. Le Centre communique le résultat de l'évaluation aux candidats ainsi qu'à l'Institut.

§ 3. Les candidats qui n'ont pas satisfait à l'évaluation peuvent s'inscrire à la seconde session pour les examens A, B et I dans lesquels ils n'ont pas obtenu le minimum des points requis à condition d'y être admis par la Commission d'Examen.

Celle-ci en élabore les contenus.

§ 4. Les candidats qui ont satisfait à l'évaluation obtiennent un diplôme délivré par le Centre au nom de l'Exécutif de la Communauté française.

§ 5. Des certificats partiels peuvent être délivrés par le Centre en cas de réussite à l'une des évaluations prévues à l'article 12, § 1er.

CHAPITRE III. — *Evaluation en cours d'apprentissage*

Art. 21. Il est instauré dans chaque Centre un Conseil des Professeurs qui peut notamment proposer toute mesure individuelle de nature à aider les apprentis dans leur formation.

Le Conseil des Professeurs est composé des professeurs des apprentis et du directeur du Centre ou son mandataire. Il peut admettre à ses travaux toute personne pouvant apporter des éléments d'appréciation et peut se faire produire tout renseignement nécessaire à l'exercice de sa mission. Le secrétaire d'apprentissage et un mandataire de l'Institut peuvent assister aux réunions avec voix consultative; ils sont tenus de communiquer en temps utile et au plus tard en réunion, tous les renseignements qui peuvent aider le Conseil des Professeurs à statuer en toute connaissance de cause.

Le Conseil des Professeurs peut se réunir en cours d'année.

Afin de déterminer la capacité à accéder à la classe supérieure des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation prévue à l'article 22, il doit se réunir :

- en fin de première et de deuxième année, au plus tard le 5 juillet;
- à l'issue de la session différée organisée en vertu de l'article 23, § 3, au plus tard le 10 septembre.

Art. 22. Les Centres organisent une évaluation annuelle en apprentissage pour :

1^o les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage ou formés en vertu d'un engagement d'apprentissage agréé par l'Institut;

2^o les auditeurs des cours d'apprentissage qui ne remplissent pas l'une des conditions prévues au 1^o et qui ont suivi régulièrement les cours;

ils ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

Les auditeurs qui sont dispensés des cours en application de l'article 8, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif précité sont également dispensés de l'évaluation en cours d'apprentissage.

Art. 23. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation élaboré par l'Institut.

Elle porte sur les connaissances générales et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 % du total des points.

Elle porte sur les connaissances intégrées pour les professions pour lesquelles est élaboré un programme intégré de formation.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets auxquels sont respectivement attribués 50 % du total des points : une évaluation journalière et un examen écrit qui doit être prévu au calendrier-horaire.

§ 3. Une session différée de l'examen écrit peut être organisée dans les cas prévus au règlement visé à l'article 43 du présent arrêté.

§ 4. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points en connaissances générales et en connaissances professionnelles théoriques ou en connaissances intégrées. Dans certaines professions, l'Institut peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

§ 5. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif précité, l'Institut peut déroger aux dispositions des § 1^{er} et 2.

Art. 24. § 1er. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie du programme dont ils sont responsables; cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à la disposition de l'Institut quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation, ainsi que l'appréciation des professeurs.

Art. 25. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut. Les irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 26. La procédure d'examen des dossiers des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation est la suivante :

1. a) Pour les apprentis qui ont suivi l'ensemble des cours dans un seul Centre :

1^o le Conseil des Professeurs décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Le Centre transmet à l'Institut, au plus tard le 5 juillet, la liste des apprentis sur lesquels il s'est prononcé, accompagnée des résultats des épreuves ainsi que de ses décisions et avis. Ce délai est fixé au 10 septembre par les apprentis appelés à présenter une session différée;

2^o lorsque la capacité à accéder à la classe supérieure n'est pas établie, le Conseil des Professeurs transmet également à l'Institut un dossier comprenant les éléments d'appréciation et la justification de sa décision.

b) Pour les apprentis qui ont suivi les cours dans des Centres différents :

1^o le Conseil des Professeurs de chaque Centre décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation;

2^o chaque Centre transmet au Service subrégional qui est intervenu dans l'agrément du contrat d'apprentissage, au plus tard le 5 juillet, les résultats de l'évaluation et les décisions et propositions du Conseil des Professeurs. Ce délai est fixé au 10 septembre pour les apprentis appelés à présenter une session différée.

2. Lorsque le ou les Conseils des Professeurs n'a ou n'ont pas établi la capacité de l'apprenti à accéder à la classe supérieure, son dossier est soumis à une Commission de Tutelle :

a) La Commission de Tutelle comprend :

- le directeur du Service subrégional;
- le secrétaire d'apprentissage;
- un conseiller pédagogique de l'Institut.

Le directeur du Centre ou son mandataire assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission.

Les propositions et décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix.

La Commission peut inviter toute autre personne pouvant apporter les éléments d'appréciation et se faire produire en temps utile tous les renseignements nécessaires à l'exercice de la mission.

La Commission doit, si nécessaire, inviter le Centre à soumettre à nouveau le dossier au Conseil des Professeurs réuni à l'issue de la session différée.

b) La Commission décide le redoublement de classe ou propose le retrait d'agrément du contrat d'apprentissage assorti de l'exclusion du bénéfice de l'agrément de contrats ultérieurs; cette dernière mesure peut éventuellement être limitée à la profession faisant l'objet du contrat. Tout retrait d'agrément pris suite à une proposition de la Commission ne peut être levé qu'avec l'accord de celle-ci et pour autant que les conditions d'agrément d'un nouveau contrat soient réunies.

La Commission peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans la formation.

c) La Commission se réunit au plus tard le 20 juillet. Dans le cas d'une session différée, ce délai est fixé au 20 septembre, date à laquelle tous les dossiers doivent avoir fait l'objet d'une décision.

d) Un procès-verbal des délibérations de la Commission est établi et signé à l'issue de la séance par les membres de la Commission.

3. Les prolongations des contrats d'apprentissage, nécessaires pour permettre le redoublement de classe et les retraits d'agrément des contrats d'apprentissage sont entérinés par l'Institut pour autant qu'ils soient conformes aux propositions et décisions de la Commission de Tutelle.

Art. 27. 1. Les résultats aux évaluations sont communiqués :

— par le Centre, aux représentants légaux des apprentis, à l'Institut et au secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

Lorsque l'auditeur n'a pas été admis par le Conseil des Professeurs, le Centre informe les représentants légaux que le dossier de l'apprenti sera examiné par une Commission de Tutelle;

— par les Centres, à l'Institut, lorsque l'apprenti a suivi les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles dans des Centres différents. L'Institut communique immédiatement les résultats aux représentants légaux des apprentis et au secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

Lorsque l'auditeur n'a pas été admis par le Conseil des Professeurs dans l'un des deux Centres ou dans les deux Centres, d'une part, l'Institut informe les représentants légaux de l'apprenti, et d'autre part, le secrétaire d'apprentissage informe le chef d'entreprise du fait que le dossier de l'apprenti sera examiné par une Commission de Tutelle.

2. Les propositions et décisions de la Commission de Tutelle sont communiquées, par l'Institut, aux Centres intéressés et aux représentants légaux de l'apprenti et par le secrétaire d'apprentissage, au chef d'entreprise.

Art. 28. Dans le cas où un redoublement de l'année est proposé, le secrétaire d'apprentissage invite les parties contractantes à marquer leur accord pour la prolongation du contrat d'apprentissage; il attire l'attention de l'apprenti ou de ses représentants légaux sur le fait que le refus de la prolongation ou l'absence de réponse entraîne le retrait d'agrément du contrat. Les avenants de prolongation doivent parvenir au Service subrégional au plus tard le 30 septembre.

Art. 29. Le Centre peut délivrer des attestations de fréquentation des cours et de réussite aux examens de fin d'année.

Art. 30. L'Institut procède à l'évaluation de la formation pratique à l'atelier conformément aux règles et modalités fixées par le règlement visé à l'article 43 du présent arrêté.

Cette évaluation a pour but :

1° de vérifier si l'état d'avancement de la formation pratique de l'apprenti satisfait aux exigences du programme de formation et si les conditions de l'apprentissage répondent aux prescriptions légales et réglementaires;

2° de remédier, le cas échéant, aux lacunes et carences constatées.

Elle comprend deux volets :

- une évaluation régulière;
- une évaluation annuelle.

CHAPITRE IV. — *Évaluation en cours de formation de chef d'entreprise*

Art. 31. Outre l'évaluation en fin de stade prévue aux articles 11 et 20, la formation de chef d'entreprise fait l'objet d'une évaluation annuelle organisée par les Centres pour les auditeurs qui suivent régulièrement les cours; les intéressés ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

Les auditeurs qui sont dispensés des cours le sont également de l'évaluation correspondante.

Art. 32. § 1er. L'évaluation se fonde sur le programme de formation élaboré par l'Institut.

Elle porte sur les connaissances de gestion et les connaissances professionnelles théoriques, à raison chacune de 50 % du total des points.

Elle porte sur les connaissances intégrées pour les professions pour lesquelles est élaboré un programme intégré de formation.

§ 2. L'évaluation comprend deux volets : une évaluation en cours d'année et un examen de fin d'année. La répartition des points entre les deux volets de l'évaluation est fixée par l'Institut; celui-ci peut, pour certaines branches, décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une évaluation en cours d'année.

§ 3. Pour répondre aux implications des innovations pédagogiques prévues à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française précité, l'Institut peut déroger aux dispositions des §§ 1^{er} et 2.

Art. 33. § 1er. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie du programme dont ils sont responsables; cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à la disposition de l'Institut quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Art. 34. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Les irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 35. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points en connaissances de gestion et en connaissances professionnelles, ou en connaissances intégrées.

Dans certaines professions, l'Institut peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches.

Art. 36. § 1er. Le Centre communique aux candidats et à l'Institut le résultat de l'évaluation.

§ 2. Le Centre délivre à la demande de chaque candidat qui a satisfait à l'évaluation des connaissances de gestion de la première année un certificat conforme au modèle fixé par l'Institut et le transmet à ce dernier pour signature.

§ 3. Le Centre peut également délivrer des attestations de fréquentation des cours et de réussite à l'une des évaluations.

CHAPITRE V. — *Evaluation des cours accélérés*

Art. 37. § 1er. L'évaluation s'adresse aux auditeurs qui ont suivi régulièrement les cours accélérés; les intéressés ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

§ 2. L'évaluation se fonde sur le programme de formation dispensée.

Art. 38. § 1er. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie des programmes dont ils sont responsables; cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à la disposition de l'Institut quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Art. 39. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut.

Les irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Art. 40. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points. L'Institut peut fixer des normes de réussite par branche.

Art. 41. Dans les quinze jours de la fin de la session de formation, le Centre communique aux candidats et à l'Institut les résultats de l'évaluation.

Art. 42. Le Centre délivre aux candidats qui ont satisfait à l'évaluation des cours accélérés de gestion, un certificat conforme au modèle fixé par l'Institut et le transmet à ce dernier pour signature.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 43. Un règlement élaboré par l'Institut fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 44. L'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base est abrogé.

Art. 45. Le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 46. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 24 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 92 — 1103

[S-C — 29188]

24 OKTOBER 1991. — *Besluit van de Executieve
betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de Permanente vorming voor de Middenstand
en de kleine en middelgrote ondernemingen*

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 5 en 8;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 11 september 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het decreet van 3 juli 1991, vastgesteld op 1 januari 1992, het nemen van een besluit ter zake op 1 januari 1992 verplicht maakt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 14 oktober 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Evaluatie einde leertijd*

Artikel 1. De eindeleertijdsevaluatie wordt door de centra voor permanente vorming, hierna « de Centra » genoemd, georganiseerd.

Ze is bestemd voor :

1° de leerlingen die verbonden zijn door een leerovereenkomst of die opgeleid worden krachtens een leerverbintenis erkend door het Instituut voor de Permanente Vorming van de Middenstand, hierna « het Instituut » genoemd. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens welk de leerovereenkomst of de leerverbintenis eindigt;

2° de cursisten die de cursussen gegeven in het stadium leertijd volgen en die één van de in 1° bedoelde voorwaarden niet vervullen, maar die een praktijkopleiding volgen die gelijkwaardig is met die van de leerovereenkomst. De evaluatie geschiedt gedurende het jaar tijdens welk deze opleiding eindigt. De betrokkenen moeten de lessen regelmatig hebben gevolgd en mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest;

3° de afgewezen kandidaten die daartoe een schriftelijke aanvraag bij de Centra indienen vóór 31 januari van het examenjaar.

Art. 2. § 1. De evaluatie berust op het programma dat door het Instituut is uitgewerkt. Ze heeft betrekking op :

- de algemene kennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de beroepskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

Voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt, heeft de evaluatie betrekking op :

- de geïntegreerde kennis, naar verhouding van 60 pct. van het totaal van de punten;
- de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. Voor de algemene kennis, de theoretische beroepskennis en de geïntegreerde kennis omvat de evaluatie twee luiken die elk voor 50 pct. van het totaal van de punten tellen : een dagelijkse evaluatie enerzijds, en een eindexamen, A-examen genoemd, voor de algemene kennis, B-examen voor de theoretische beroepskennis en I-examen voor de geïntegreerde kennis, anderzijds.

Voor de praktische beroepsbekwaamheid behelst de evaluatie één eindexamen, C-examen genoemd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve d.d. 22 oktober 1991, betreffende de cursussen voor opleiding in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, kan het Instituut van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 3. § 1. Voor de A-, B-, en I-examens worden twee zittingen georganiseerd. De eerste zitting eindigt uiterlijk op 30 juni en moet in de uurrooster-kalender vastgesteld zijn. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 30 september gehouden.

§ 2. Voor de C-examens wordt één enkele zitting per jaar georganiseerd. Deze zitting wordt tussen 15 mei en 30 september gehouden. De uiterste datum wordt op 31 december gebracht voor de seizoengebonden beroepen, bepaald door het Instituut.

Art. 4. § 1. Het Centrum schrijft voor de A- en B- examens of voor de I-examens de volgende personen in :

- de cursisten die het laatste cursusjaar regelmatig volgen;
- de cursisten in het laatste opleidingsjaar zijn die het van het geheel of een gedeelte van de cursussen heeft vrijgesteld;
- de in artikel 1, 3°, bedoelde afgewezen kandidaten.

§ 2. Het Centrum schrijft voor de C-examens de volgende personen in

- de kandidaten die voor de A- en B-examens of voor de I-examens ingeschreven zijn;
- de kandidaten in het laatste opleidingsjaar die, bij een vorige zitting, voor de A- en B-examens of voor de I-examens geslaagd zijn;
- de in artikel 1, 3°, bedoelde afgewezen kandidaten.

§ 3. Het Instituut zorgt voor de inschrijving voor de examens van de kandidaten voor wie geen cursus georganiseerd kan worden.

Art. 5. § 1. De examencommissie is samengesteld :

1° voor de A-, B- en I-examens : uit de leraars van de kandidaten; voor de B-examens die betrekking hebben op een beroep waarin geen specifieke cursus georganiseerd is, is de commissie echter samengesteld uit de leden die voor de hierna vermelde C-examens aangewezen zijn;

2° voor de C-examens :

- hetzij uit een leraar en een vakdeskundige die niet de hoedanigheid van leraar heeft in het Centrum dat het examen organiseert;
- hetzij uit twee vakdeskundigen indien geen specifieke cursus georganiseerd is in het beroep waarvoor het examen georganiseerd wordt.

Voor sommige beroepen die door het in artikel 43 bedoelde reglement bepaald worden, kan door dat reglement een groter aantal leden van de examencommissie worden vastgesteld.

§ 2. Het Centrum draagt de leden van de commissies voor de C-examens aan het Instituut voor. Na eventuele raadpleging van de beroeps- en interprofessionele verenigingen door het Instituut, wordt de definitieve lijst van de leden aangevuld en vastgelegd door het Instituut, dat deze aan het Centrum bezorgt. Het Centrum stelt dan zijn examencommissies samen.

Art. 6. De examencommissie werkt de inhoud van de A-, B- en I-examens uit, waarbij ze rekening houdt met de coördinatieadviezen die door het Instituut worden uitgebracht.

Art. 7. Het Centrum legt aan het Instituut het organisatieplan voor met betrekking tot alle C-examens en de B-examens waarvoor de cursussen niet georganiseerd zijn, met opgave, inzonderheid, van de namen van de leden van de examencommissie, van de datum, het uur en de plaats waar het examen afgenomen wordt en van het aantal kandidaten.

Uiterlijk één maand vóór het begin van de examens geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen. Na eventuele verbeteringen door het Centrum bezorgt het Instituut, vóór het begin van de examens, het definitieve plan aan het Instituut, dat het definitieve plan vastlegt.

Art. 8. Het Centrum zorgt voor het goed verloop en de regelmatigheid van de examens, en voor de overeenstemmende toepassing volgens het organisatieplan.

Het houdt de vragenlijsten van de A-, B- en I-examens, ten minste veertien dagen vóór de datum van de examens, ter beschikking van het Instituut.

De schriften en de werken van de kandidaten, alsook de niet-verbruikbare examenstukken moeten ter beschikking van het Instituut worden gehouden tot 31 maart van het jaar dat volgt op het examenjaar.

Art. 9. Het Centrum schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut.

Eventuele onregelmatigheden worden door het Instituut ter kennis van de Minister gebracht. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig verklaard wordt, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 10. § 1. Om bij de evaluatie te voldoen moet de kandidaat :

1^o voor de algemene kennis en de beroepskennis of de geïntegreerde kennis, de helft van de punten behalen;
2^o voor de praktijkopleiding, 60 pct. van de punten voor het geheel van de evaluatie behalen en 40 pct. voor elk van de beroepswerkzaamheden, wanneer er verschillende zijn, overeenkomstig de lijst van de in het reglement vermelde beroepen.

Voor bepaalde beroepen kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

§ 2. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de wettelijke vertegenwoordigers van de kandidaat, alsmede aan het Instituut en aan de leersecretaris mee; deze deelt zonder verwijl de uitslag aan het ondernemingshoofd mee.

§ 3. De kandidaten die bij de evaluatie niet hebben voldaan, kunnen zich voor de tweede zitting laten inschrijven voor de A-, B- of I-examens waarvoor ze niet het vereiste minimum van de punten hebben behaald.

De examencommissie werkt de inhoud van de examens van de tweede zitting uit.

§ 4. De kandidaten die bij de evaluatie hebben voldaan, krijgen een leergetuigschrift dat namens de Executieve door het Centrum uitgereikt wordt.

§ 5. Deelgetuigschriften kunnen door het Centrum uitgereikt worden wanneer de kandidaat bij één van de in artikel 2, § 1, bedoelde evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK II. — *Evaluatie einde opleiding tot ondernemingshoofd*

Art. 11. De evaluatie op het einde van de opleiding tot ondernemingshoofd wordt door de Centra georganiseerd.

Ze is bestemd voor :

1^o de kandidaten die regelmatig de lessen opleiding tot ondernemingshoofd hebben gevolgd; ze mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest;

2^o behoudens het akkoord van het Centrum, de kandidaten die het geheel of een gedeelte van de lessen om redenen van vooropleiding of in geval van overmacht niet hebben gevolgd;

3^o de afgewezen kandidaten van het C-examen die daartoe een schriftelijke aanvraag bij het Centrum hebben ingediend vóór 31 januari van het examenjaar.

Art. 12. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door het Instituut uitgewerkt is.

Ze heeft betrekking op :

- de beheerskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de beroepskennis, naar verhouding van 30 pct. van het totaal van de punten;
- de praktische beroepsbekwaamheid, naar verhouding van 40 pct. van het totaal van de punten.

§ 2. Voor de beheerskennis, de theoretische beroepskennis en de geïntegreerde kennis omvat de evaluatie twee luiken : een evaluatie in de loop van het jaar en een eindexamen, A-examen genoemd voor de beheerskennis, en B-examen genoemd voor de theoretische beroepskennis, en I-examen voor de geïntegreerde kennis. De verdeling van de punten tussen de beide luiken van de evaluatie wordt door het Instituut vastgesteld; het Instituut kan voor bepaalde vakken beslissen dat geen evaluatie in de loop van het jaar noodzakelijk is.

Voor de praktische beroepsbekwaamheid behelst de evaluatie één enkel eindexamen, C-examen genoemd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden, bedoeld in artikel 6 van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve, kan het Instituut van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 13. § 1. Voor de A-, B- en I-examens worden twee zittingen georganiseerd. De eerste zitting eindigt uiterlijk op 15 juli en moet in de uurrooster-kalender vastgesteld zijn. De tweede zitting wordt tussen 15 augustus en 30 september gehouden.

§ 2. Voor de C-examens wordt één enkele zitting per jaar georganiseerd. Deze zitting wordt tussen 15 mei en 30 september gehouden. De uiterste datum wordt op 31 december gebracht voor de seizoengebonden beroepen, zoals deze in het reglement bepaald zijn.

Art. 14. Het Centrum schrijft van ambtswege voor de A-, B- of I-examens alle cursisten in die regelmatig het laatste cursusjaar volgen, alsook de in artikel 11, 2^o, bedoelde kandidaten.

Het Centrum schrijft voor de C-examens de in vorig lid bedoelde kandidaten in

Het Centrum schrijft eveneens voor de C-examens de in artikel 11, 3^o, bedoelde kandidaten in.

Het Centrum kan voor de C-examens alleen kandidaten inschrijven die bovendien kunnen aantonen dat ze een voldoende praktijkervaring hebben, overeenkomstig de door het reglement vastgestelde normen; wat er ook van zij, kunnen aantonen dat ze een voldoende praktijkervaring hebben, de kandidaten die in een onderneming een stage volgen waarvoor de nadere regels door de Executieve worden vastgesteld.

Art. 15. § 1. De examencommissie is samengesteld :

1^o voor de A-, B- en I-examens : uit de leraars van de kandidaten;

2^o voor de C-examens : uit een leraar en een vakdeskundige die niet de hoedanigheid van leraar heeft in het Centrum dat het examen organiseert.

Voor sommige beroepen die door het reglement bepaald worden, kan door dat reglement een groter aantal leden van de examencommissie worden vastgesteld.

§ 2. Het Centrum draagt de leden van de commissies voor de C-examens aan het Instituut voor. Na eventuele raadgeving van de beroeps- en interprofessionele verenigingen door het Instituut, wordt de definitieve lijst van de leden aangevuld en vastgelegd door het Instituut, dat deze aan het Centrum bezorgt. Het Centrum stelt dan zijn examencommissies samen.

Art. 16. De examencommissie werkt de inhoud van A-, B-, I- en C-examens uit, waarbij ze rekening houdt met de coördinatieadviezen die door het Instituut worden uitgebracht.

Art. 17. Het Centrum legt aan het Instituut een organisatieplan voor alle C-examens voor, met opgave, inzonderheid, van de namen van de leden van de examencommissie, van de datum, het uur en de plaats waar het examen afgenomen wordt, en van het aantal kandidaten.

Uiterlijk één maand vóór het begin van de examens geeft het Instituut aan het Centrum kennis van zijn akkoord of zijn opmerkingen. Na eventuele verbeteringen door het Centrum bezorgt dit vóór het begin van de examens het definitieve plan aan het Instituut, dat het definitieve plan vastlegt.

Art. 18. Het Centrum zorgt voor het goed verloop en de regelmatigheid van de examens, en voor de overeenstemmende toepassing volgens het organisatieplan.

Het houdt de vragenlijsten van de A-, B- en I-examens, ten minste veertien dagen vóór de datum van de examens, ter beschikking van het Instituut.

De schriften en de werken van de kandidaten, alsook de niet-verbruikbare examenstukken moeten ter beschikking van het Instituut worden gehouden tot 31 maart van het jaar dat volgt op het examenjaar.

Art. 19. Het Centrum schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut.

Eventuele onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig verklaard wordt, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 20. § 1. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat :

1^o voor de beheerskennis en de beroepskennis, of voor de geïntegreerde kennis, de helft van de punten behalen;

2^o voor de praktijkopleiding, 60 pct. van de punten voor het geheel van de evaluatie behalen, en 50 pct. voor elk van de beroepswerkzaamheden, wanneer er verschillende zijn, overeenkomstig de lijst van de in het reglement vermelde beroepen.

Voor bepaalde beroepen kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

§ 2. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de kandidaat en aan het Instituut mee.

§ 3. De kandidaten die bij de evaluatie niet hebben voldaan, kunnen zich voor de tweede zitting laten inschrijven voor de A-, B- en I-examens waarvoor ze niet het vereiste minimum van de punten hebben behaald, op voorwaarde dat ze daartoe door de examencommissie worden toegelaten.

Deze werkt er de inhoud van uit.

§ 4. De kandidaten die bij de evaluatie hebben voldaan krijgen van het Centrum een diploma uitgereikt namens de Executieve van de Franse Gemeenschap. Deelgetuigschriften kunnen door het Centrum uitgereikt worden wanneer de kandidaat bij één van de in artikel 12, § 1, bedoelde evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie gedurende de leertijd*

Art. 21. Er wordt in elk Centrum een raad van leraars ingesteld die inzonderheid elke individuele maatregel kan voorstellen die de leerlingen bij hun opleiding kan helpen.

De raad van leraars is samengesteld uit de leraars van de leerlingen en de directeur van het Centrum of zijn afgevaardigde. Hij kan tot zijn werkzaamheden elke persoon toelaten die beoordelingsgegevens kan brengen, en kan zich elke inlichting doen overleggen die noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn opdracht. De leersecretaris en een afgevaardigde van het Instituut kunnen de vergaderingen met adviserende stem bijwonen; ze moeten tijdig, uiterlijk bij de vergadering, alle inlichtingen meedelen die de raad van leraars met kennis van zaken kunnen helpen beslissen.

De raad van leraars kan in de loop van het jaar vergaderen. Hij moet op het einde van het eerste en het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli en na de krachtens artikel 23, § 3, georganiseerde zitting vergaderen om te beslissen of de leerlingen die niet bij de in artikel 22 bedoelde evaluatie hebben voldaan, bekwaam zijn om tot de hogere klas over te gaan.

Art. 22. De Centra organiseren een jaarlijkse evaluatie gedurende de leertijd voor :

1^o de leerlingen die verbonden zijn door een leerovereenkomst of die opgeleid worden krachtens een leerverbinde die door het Instituut erkend wordt;

2^o de cursisten van de leercursussen die één van de in 1^o bedoelde voorwaarden niet vervullen en die de lessen regelmatig hebben gevolgd; ze mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

De cursisten die van de cursussen vrijgesteld zijn bij toepassing van artikel 8, § 2, van het bovenvermeld besluit van de Executieve van 23 oktober 1986, zijn eveneens van de evaluatie gedurende de leertijd vrijgesteld.

Art. 23. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door de Minister wordt erkend.

Ze heeft betrekking op de algemene kennis en de theoretische beroepskennis, naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten voor elk van beide.

Ze heeft betrekking op de geïntegreerde kennis voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt.

§ 2. De evaluatie omvat twee luiken die elk voor 50 pct. van het totaal van de punten tellen : een dagelijkse evaluatie en een schriftelijk examen dat in de uurrooster-kalender vastgesteld moet zijn.

§ 3. In de gevallen bedoeld bij het in artikel 43 hierna bedoeld reglement kan een uitgestelde zitting voor het schriftelijk examen georganiseerd worden.

§ 4. Om bij de evaluatie te voldoen moet de kandidaat 90 % van de punten krijgen voor algemene kennis en theoretische beroepskennis of voor geïntegreerde kennis. Voor sommige beroepen kan het Instituut die minima wijzigen of voor sommige minima opleggen.

§ 5. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het bovenvermelde besluit van de Executieve kan het Instituut van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 24. § 1. De leraars bereiden de examens voor die betrekking hebben op het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijk zijn; deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijsten ten minste veertien dagen vóór de examens ter beschikking van het Instituut.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie alsook de beoordeling van de leraars vervat zijn.

Art. 25 Het Centrum zorgt voor het goed verloop en de regelmatigheid van de examens.

Het schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut. Onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig verklaard wordt, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 26. De procedure voor het onderzoek van de dossiers van de leerlingen die bij de evaluatie niet hebben voldaan, is de volgende :

1. a) Voor de leerlingen die het geheel van de cursussen in één enkel Centrum hebben gevolgd :

1° De Raad van Leraars beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Het Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan het Instituut de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, samen met de uitslagen van de examens, alsook zijn beslissingen en zijn adviezen. Die termijn is vastgesteld op 10 september voor leerlingen die aan een uitgestelde zitting deelnemen.

2° Wanneer de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet vastgesteld is, bezorgt de Raad van Leraars eveneens aan het Instituut een dossier waarin de beoordelingsgegevens en de rechtvaardiging van zijn beslissing vervat zijn.

b) Voor de leerlingen die de cursussen in verschillende centra hebben gevolgd :

1° De Raad van Leraars van elk Centrum beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

2. Elk Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan de Subregionale Dienst van het Instituut die een rol heeft gespeeld bij de erkenning van de leerovereenkomst, de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, de uitslagen van de evaluatie en de beslissingen en voorstellen van de Raad van Leraars; die termijn is vastgesteld op 10 september voor leerlingen die aan een uitgestelde zitting deelnemen.

2° Wanneer de Raad of de Raden van Leraars de bekwaamheid van de leerling om tot de hogere klas over te gaan niet heeft of niet hebben vastgesteld, worden de dossiers onderzocht door een Commissie van Toezicht samengesteld uit de directeur van de Subregionale Dienst en de leersecretaris, alsook een pedagogisch adviseur van het Instituut.

a) De directeur van het Centrum of zijn gemachtigde woont de vergaderingen van rechtswege bij, met raadgevende stem.

De beslissingen en voorstellen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen.

De Commissie kan elke andere persoon uitnodigen die beoordelingsgegevens kan brengen, en zich alle inlichtingen doen overleggen die nodig zijn voor de uitoefening van haar opdracht. Ze kan desnoods het Centrum verzoeken, het dossier opnieuw voor te leggen aan de Raad van Leraars, na de uitgestelde zitting.

b) Ze beslist of de leerling moet blijven zitten of de erkenning van het leercontract ingetrokken moet worden, waarbij de erkenning van latere contracten uitgesloten wordt; deze maatregel kan beperkt blijven tot het beroep dat het voorwerp van het contract uitmaakt.

Elke intrekking ingevolge een voorstel van de Commissie kan slechts met haar instemming opgeheven worden, mits de voorwaarden voor de erkenning van een nieuwe overeenkomst vervuld zijn.

De Commissie kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

c) De Commissie vergadert uiterlijk op 20 juli. In geval van uitgestelde zitting wordt die termijn vastgesteld op 10 september. Op deze datum moet over alle dossiers uitspraak gedaan zijn.

d) Van de beraadslaging van de Commissie worden notulen gemaakt, die na afloop van de vergadering door de commissieleden ondertekend worden.

3. De verlenging van een leercontract vereist om een leerling te laten blijven zitten en voor de intrekking van de erkenning van een leercontract, wordt bekrachtigd door het Instituut mits ze overeenstemt met de voorstellen en beslissingen van de Commissie van Toezicht.

Art. 27. De uitslagen van de evaluatie worden meegedeeld door :

— het Centrum aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen, aan het Instituut en aan de leersecretaris, die ze onverwijld aan het ondernemingshoofd verzendt.

Wanneer de cursist niet toegelaten is door de Raad van Leraars, deelt het Centrum aan de wettelijke vertegenwoordigers mee dat het dossier van de leerling door een Commissie van Toezicht zal onderzocht worden.

— de Centra aan het Instituut, wanneer de leerling de cursussen algemene kennis en beroepskennis in verschillende centra gevolgd heeft. Het Instituut deelt onmiddellijk de uitslagen mee aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen en aan de leersecretaris, die ze onverwijld aan het ondernemingshoofd verzendt.

Wanneer de cursist door de Raad van Leraars niet toegelaten werd in één van beide centra of in beide, deelt het Instituut zulks mee aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerling en deelt de leersecretaris aan het ondernemingshoofd mee dat het dossier van de leerling door een Commissie van Toezicht zal onderzocht worden.

Art. 28. Wanneer voorgesteld wordt, de leerling te laten blijven zitten, verzoekt de leersecretaris de partijen die het contract hebben gesloten, hem vóór 15 augustus hun akkoord voor de verlenging van het leercontract te doen geworden; hij wijst de leerling of diens wettelijke vertegenwoordigers erop dat de weigering van de verlenging of het uitblijven van het antwoord de intrekking van de erkenning van het contract tot gevolg heeft. De aanhangsels tot verlenging van het contract moeten uiterlijk op 20 september bij de Subregionale Dienst toekomen.

Art. 29 Het Centrum kan attesten uitreiken die bewijzen dat de leerling de lessen heeft gevolgd en dat hij voor de examens op het einde van het jaar is geslaagd.

Art. 30. Het Instituut evalueert de praktijkopleiding in de werkplaats overeenkomstig de door het in artikel 43 hierna bedoelde reglement bepaalde regels.

Deze evaluatie heeft tot doel :

1° na te gaan of de staat van de vorderingen die door de leerling bij zijn praktijkopleiding gemaakt worden, aan de eisen van het opleidingsprogramma voldoet en of de leervoorwaarden aan de wettelijke en reglementaire voorschriften beantwoorden;

2° in voorkomend geval, de vastgestelde leemten en gebreken te verhelpen.

Ze omvat twee luiken :

- een regelmatige evaluatie;
- een jaarlijkse evaluatie.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie gedurende de opleiding tot ondernemingshoofd*

Art. 31. Naast de evaluatie op het einde van het stadium waarin de artikelen 11 tot 20 voorzien, wordt voor de opleiding tot ondernemingshoofd een jaarlijkse evaluatie door de Centra georganiseerd voor de cursisten die de lessen regelmatig volgen : de betrokkenen mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

De cursisten die van de cursussen vrijgesteld zijn, zijn ook van de overeenstemmende evaluatie vrijgesteld.

Art. 32. § 1. De evaluatie berust op het opleidingsprogramma dat door het Instituut wordt erkend.

Ze heeft betrekking op de beheerskennis en de theoretische beroepskennis, naar verhouding van 50 pct. van het totaal van de punten voor elk van beide.

Ze heeft betrekking op de geïntegreerde kennis voor de beroepen waarvoor een geïntegreerd opleidingsprogramma erkend wordt.

§ 2. De evaluatie omvat twee luiken : een evaluatie in de loop van het jaar en een examen op het einde van het jaar. De verdeling van de punten tussen de twee luiken van de evaluatie wordt door het Instituut vastgesteld; het Instituut kan, voor bepaalde vakken, beslissen dat geen evaluatie in de loop van het jaar moet worden georganiseerd.

§ 3. Om te beantwoorden aan de gevolgen van de pedagogische nieuwigheden bedoeld in artikel 6 van het voormelde besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve kan het Instituut van de bepalingen van § 1 en § 2 afwijken.

Art. 33. § 1. De leraars bereiden de examens voordie betrekking hebben op het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijk zijn; deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijsten ten minste veertien dagen vóór de examens ter beschikking van het Instituut.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie vervat zijn.

Art. 35. Om bij de evaluatie te voldoen moet de kandidaat de helft van de punten behalen voor de beheerskennis en de beroepskennis, of voor de geïntegreerde kennis.

Voor bepaalde beroepen kan het Instituut de minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen.

Art. 36. § 1. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de kandidaat en aan het Instituut mede.

§ 2. Op aanvraag van elke kandidaat die bij de evaluatie van de beheerskennis van het eerste jaar heeft voldaan, geeft het Centrum een getuigschrift dat dezelfde vorm heeft als het door het Instituut vastgestelde model; het zendt het aan het Instituut ter ondertekening over.

§ 3. Het Centrum kan eveneens attesten uitreiken die bewijzen dat de leerling de lessen heeft gevolgd en dat hij bij één van de evaluaties heeft voldaan.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie van de versnelde cursussen*

Art. 37. § 1. De evaluatie betreft cursisten die de versnelde cursussen regelmatig bijwoonden; de betrokkenen mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

De cursisten die van de cursussen vrijgesteld zijn, zijn ook van de overeenstemmende evaluatie vrijgesteld.

§ 2. De evaluatie berust op het programma van de verstrekte opleiding.

Art. 38. § 1. De leraars bereiden de examens voor die betrekking hebben op het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijk zijn; deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijsten ten minste veertien dagen vóór de examens ter beschikking van het Instituut.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie vervat zijn.

Art. 39. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en voor de regelmatigheid van de examens.

Het schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut. Onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Art. 40. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen.

Het Instituut kan de minima vaststellen die vereist zijn om te slagen.

Art. 41. Het Centrum deelt de uitslag van de evaluatie aan de kandidaat en aan het Instituut mede.

Art. 42. Aan elke kandidaat die bij de evaluatie van de versnelde cursussen beheerskennis heeft voldaan, geeft het Centrum een getuigschrift dat dezelfde vorm heeft als het door het Instituut vastgestelde model; het zendt het aan het Instituut ter ondertekening over.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 43. Een door de Minister goed te keuren reglement stelt de nadere regels voor de toepassing van dit besluit vast.

Art. 44. Het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding wordt opgeheven.

Art. 45. De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 24 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 92 — 1104

[S-C — 29189]

**24 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif organisant le stage
dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment les articles 5 et 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. En vue de permettre aux auditeurs des cours de la formation de chef d'entreprise organisée dans le cadre de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises d'acquérir simultanément une expérience pratique, un stage est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. Le stage a pour objet d'assurer au stagiaire une formation pratique en vue de le préparer à la gestion d'une petite ou moyenne entreprise.

Il peut s'effectuer dans toutes les professions pour lesquelles des cours de formation de chef d'entreprise sont organisés.

Art. 3. Le stage doit s'effectuer dans une entreprise dont la nature et les activités permettent d'assurer au stagiaire la formation prévue à l'article 2.

Art. 4. Le stage fait l'objet d'une convention conclue à l'initiative du Centre de Formation permanente où le stagiaire suit les cours de connaissances professionnelles de la formation de chef d'entreprise.

TITRE II. — La convention de stage

CHAPITRE Ier. — Généralités

Art. 5. En vertu de la convention de stage, le maître de stage s'engage à donner ou à faire donner au stagiaire une formation pratique visant à le préparer à la gestion d'une petite ou moyenne entreprise et le stagiaire s'engage à apprendre la formation pratique précitée sous la guidance du maître de stage ainsi qu'à suivre les cours de la formation de chef d'entreprise.

Art. 6. La convention de stage est conclue par écrit au plus tard le premier jour du stage conformément au modèle élaboré par l'Institut. Elle est établie en trois exemplaires visés par le Centre qui en conserve un exemplaire.

Art. 7. La durée de la convention de stage est égale à la durée de la formation de chef d'entreprise.

Si la convention de stage vient à être rompue et si le stagiaire conclut dans la même profession une nouvelle convention, celle-ci doit être d'une durée égale à la durée de la formation de chef d'entreprise restant à effectuer.

Art. 8. La convention de stage doit être conclue entre le 1er juillet et le 30 novembre et se terminer au plus tard le 30 septembre de la dernière année de formation.

Art. 9. Le maître de stage doit répondre aux conditions suivantes :

1^o être âgé de 21 ans;

2^o soit posséder un diplôme de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet de la convention, soit posséder dans cette profession une expérience de trois années au moins en entreprise comme chef d'entreprise, salarié ou aidant.

Art. 10. Le stagiaire doit répondre aux conditions suivantes :

1^o satisfaire aux conditions d'accès aux cours de formation de chef d'entreprise;

2^o s'inscrire aux cours de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet du contrat au plus tard le 30 novembre de l'année de conclusion de la convention.

Art. 11. Le Centre à l'initiative duquel la convention de stage a été conclue veille au bon déroulement de cette convention.